

## COUR DES COMPTES



## Les petites lignes TER de Paca dans le collimateur

Un rapport de la Chambre régionale des comptes sur les TER a animé hier les bancs de l'hémicycle de la Région, les magistrats pointant le coût de certaines lignes. P. 9

## CULTURE

## Voyage temporel à la Friche Belle de Mai le temps d'un été

Photographies sensibles du Cambodge ou du Brésil, expérience sensorielle sur les traces d'un humanoïde... Cinq expositions s'installent à la Friche Belle de Mai à Marseille pour toute la période estivale. P. 12



## CANICULE



## À Marseille, des pointes à 38 degrés dans les écoles

Alors que le thermomètre devrait atteindre des sommets aujourd'hui et demain, enseignants et parents sont inquiets pour la santé des écoliers marseillais. P. 8

www.lamarseillaise.fr  
**La Marseillaise**

« Celui qui combat peut perdre, celui qui ne combat pas a déjà perdu » Bertolt Brecht

Le journal  
le plus  
chanté  
de France

## UN SONDAGE HARRIS EXCLUSIF

# De vrais stages pour tous, c'est possible !

Selon une étude de la fédération nationale des Maisons des potes, une majorité de Français soutient des mesures pour obliger les entreprises à prendre des stagiaires. P. 2 et 3

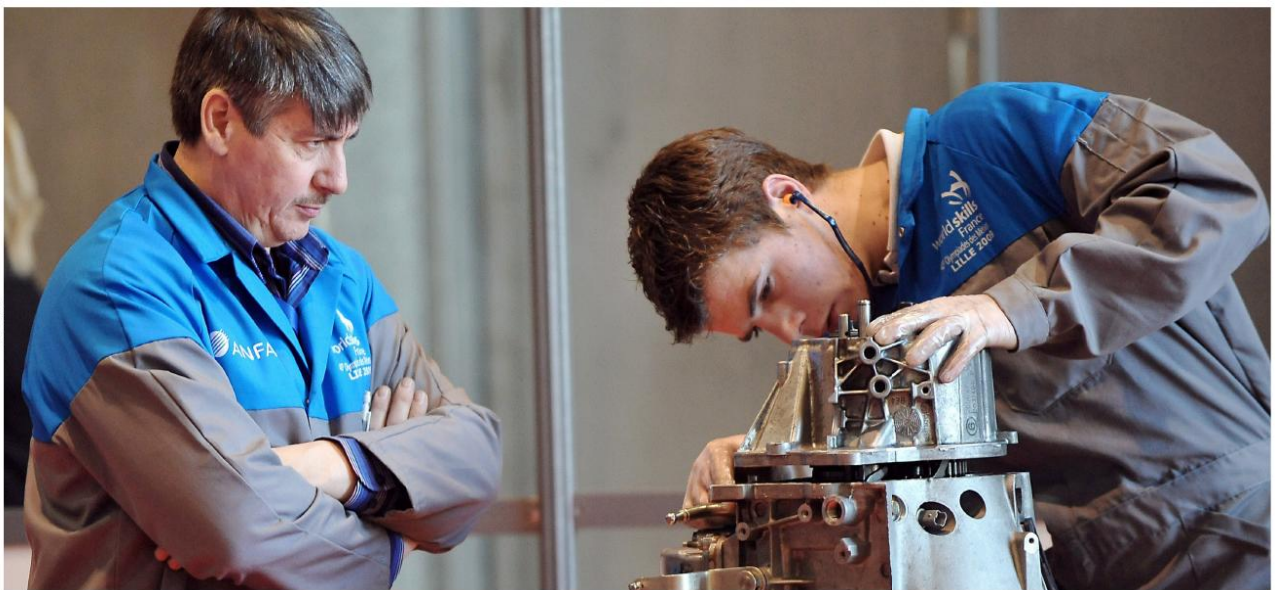
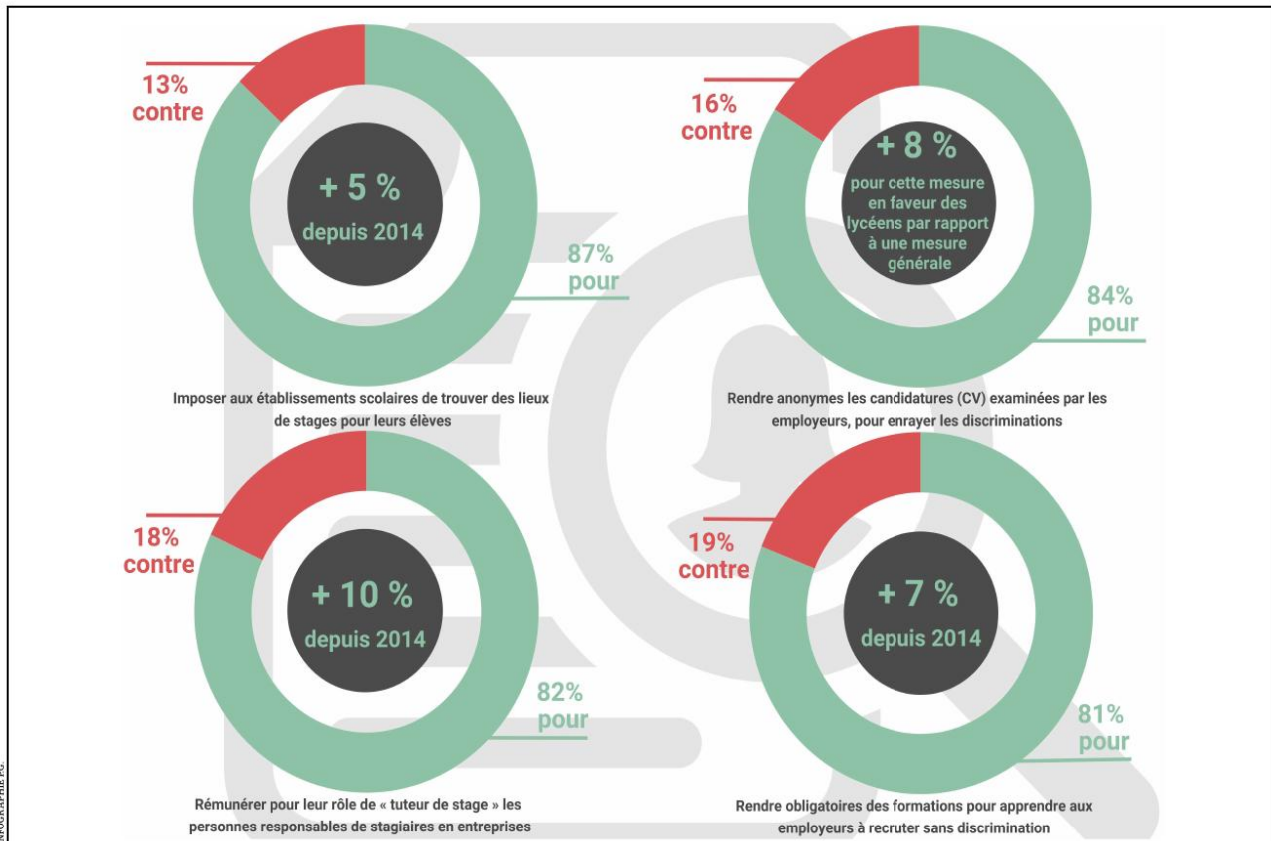


PHOTO APP



## L'ÉVÉNEMENT



# CV anonyme, 84% des Français disent oui

## DISCRIMINATION

**Selon une étude, les Français sont favorables à l'application de mesures coercitives pour lutter contre les discriminations à l'insertion professionnelle des lycéens.**

Depuis 1989, la Fédération nationale des maisons des potes lutte contre les discriminations envers les quartiers populaires de France. Aujourd'hui, elle publie un sondage concernant l'insertion professionnelle des lycéens et leurs difficultés pour décrocher un stage en entreprise. Au vu des résultats, le constat est implacable. En moyenne, 83,5 % des Français sont enclins à la mise en application de mesures contraignantes, afin de pousser les entreprises à plus d'égalité dans le recrutement des stagiaires.

Selon Samuel Thomas, délégué général de la Fédération et fondateur du dispositif SOS

stage lancé en 2009, ces résultats sont tout sauf une surprise. « Lorsque l'on parle d'égalité face à l'insertion professionnelle les Français se sentent réellement concernés. Peu importe leur catégorie socio-professionnelle, leur sexe, leur orientation politique. Et l'évolution en faveur des dispositions que nous proposons, le prouve bien. Les gens supportent encore plus ce genre d'initiatives qu'il y a 5 ans lorsque nous avons lancé notre première consultation » (Voir l'infographie ci-dessus).

### « Le besoin d'ouverture est déterminant »

Réalisée par l'Institut Harris Interactive, l'étude envisage quatre mesures phares pour endiguer ce problème. La première est d'imposer aux établissements scolaires de trouver des lieux de stages pour leurs élèves en CAP, Bac pro ou BTS (87 % d'opinions favorables). La deuxième est l'anonymat des candidatures (84 % d'opinions favorables). La troisième, une rémunération pour les tuteurs de stages (82 % d'opinions favorables). Et la quatrième, une obligation de for-

mation pour apprendre aux employeurs à recruter sans discriminations (81 % d'opinions favorables).

Et si certains peuvent être choqués par la nature obligeante de ces mesures, ce n'est absolument pas le cas de Samuel Thomas. « Lorsque l'on regarde toutes les dispositions prises par l'État concernant la sécurité routière, et les excès de vitesse en particulier, on voit bien que cela est devenu banal de recevoir une amende dès que l'on dépasse les 70 km/h sur le périphérique par exemple. Cela peut faire changer les mentalités. Alors pour

quoi ne pas prendre de telles mesures concernant les discriminations à l'embauche ? » se questionne-t-il.

### « Un plan national insuffisant »

De son côté, le gouvernement a tendu la main en lançant un plan de mobilisation des entreprises pour l'accueil des stagiaires venus des quartiers de relégation sociale et de ségrégation sociale et raciale. Un premier pas, mais cela reste largement insuffisant.

« Le souci vient du fait que l'État ne sollicite une mobilisa-

tion nationale en faveur des jeunes des quartiers prioritaires seulement pour le stage découverte de 5<sup>e</sup> qui ne dure qu'une semaine. Le besoin d'ouverture des entreprises est beaucoup plus déterminant pour ceux qui sont en filière CAP et Bac Pro, puisqu'ils doivent réaliser 22 semaines de stage sans lesquelles ils n'ont pas le droit de se présenter à l'examen (...) Nous faisons ce que nous pouvons avec le programme SOS stage, mais il faut également prendre en compte le fait que nous ne bénéficions que d'une subvention de 4 000 euros du ministère de l'Éducation pour l'année 2019... » justifie-t-il.

La thématique de l'insertion professionnelle des lycéens des quartiers populaires est d'autant plus urgente si l'on jette un regard sur les chiffres. « Il faut insister sur le fait que 50 % des jeunes de ces quartiers sont en lycées professionnels, contre 30 % de la jeunesse en France. Tandis qu'ils ne sont que 6 % à réussir à signer un contrat d'apprentissage avec une entreprise. » atteste le fondateur du dispositif.

Charles-Alexandre Louaas

## Zoom sur le programme SOS Stage

Lancé le 4 juin 2010 à l'initiative de la Fédération nationale des maisons des potes, le dispositif SOS Stage a pour but de lutter contre les discriminations liées à l'accès au stage pour les jeunes des quartiers en difficulté.

Grâce à cette initiative, ce sont plusieurs milliers d'élèves qui ont été placés dans des entreprises ces dernières années. Elle s'appuie sur un réseau d'acteurs de terrain, avec comme porte-voix son journal *Pote à pote*. Publié chaque trimestre, il fait émerger des idées et des outils concrets, pour une république plus égalitaire sur l'ensemble du territoire. (+ d'infos sur [sos-stage.fr](http://sos-stage.fr))

Charles-Alexandre Louaas



## L'ÉVÈNEMENT

# « Le regard est consensuel lorsqu'il s'agit d'égalité »

## ENTRETIEN

**Gaspard Lancrey-Javal est directeur d'études chez Harris Interactive France. Il présente les enseignements du sondage sur les discriminations à l'embauche des lycéens.**

## La Marseillaise : Que révèle ce sondage ?

**G.L.-J.** : La principale lecture que nous faisons des résultats, c'est que sur l'ensemble des mesures qui sont testées les Français expriment un regard clairement positif. Il ne faut pas perdre de vue une chose, c'est que les questions posées s'inscrivent dans l'objectif de lutter contre les discriminations envers les lycéens et l'accès aux stages en entreprise. Un certain contexte est posé. À partir du moment où l'on parle d'égalité et de recherche d'égalité, les Français se déclarent largement favorables aux différentes mesures proposées. Un peu plus sur celles qui proposent des solutions concrètes, comme le fait que l'établissement scolaire doit trouver des lieux pour leurs élèves ou de rendre anonymes les CV. Un peu moins pour celles qui paraissent plus éloignées comme la rémunération des tuteurs de stages ou de rendre obligatoire des formations pour apprendre aux employeurs à recruter sans discriminations.

## Avez-vous reçu des réactions de personnes étonnées par le caractère coercitif de ces mesures ?

**G.L.-J.** : Ces mesures sont vues sous un angle positif car nous sommes encore à un stade de principe et que cela ne préjuge pas d'un accueil qui serait tout aussi favorable une fois que l'on entre dans les modalités concrètes. Nous n'avons pas interrogé des salariés sur une mesure à venir dans leur entreprise, nous avons ques-



Gaspard Lancrey-Javal, directeur d'études chez Harris Interactive France. PHOTO DR

tionnés des citoyens sur leur adhésion ou pas à une solution proposée afin de tendre vers un principe d'égalité.

## Existe-t-il des clivages selon le sexe, la catégorie socioprofessionnelle ou encore l'orientation politique concernant ces questions ?

**G.L.-J.** : La première conclusion que l'on fait de notre côté, c'est de se dire que même si des différences qui existent, les réponses sont plutôt homogènes. Il y a beaucoup de sujets sur des dimensions politiques liées aux valeurs et à de grandes questions sociétales sur lesquelles on a des différences de points de vue qui sont très marquées selon l'origine sociodémographique ou selon la proximité politique des personnes que l'on a interrogées. En l'occurrence, ce n'est plus le cas. Aujourd'hui si l'on doit chercher des petites différences, on dirait que les femmes sont un peu plus favorables que les hommes en ce qui concerne les CV anonymes et les formations obligatoires. Les personnes issues des catégo-

ries populaires sont un peu plus favorables à ces mesures que les personnes issues des catégories aisées, mais ce sont des différences qui restent relativement à la marge. Ce qui nous frappe c'est que les réponses sont également homogènes du point de vue politique. Le regard est consensuel lorsqu'il s'agit de tendre vers l'égalité.

## Comment expliquer que les Français sont encore plus convaincus par ces propositions qu'il y a cinq ans, lors du premier sondage ?

**G.L.-J.** : Ce que je peux simplement confirmer, c'est que nous avons réalisé le sondage de 2019 dans les mêmes conditions qu'en 2014 et que nous constatons une progression entre cinq et dix points d'avis favorables. Comme je l'expliquais en amont, dès que nous parlons d'égalité, les Français sont largement favorables aux différentes mesures évoquées.

**Charles-Alexandre Louaas**

## TÉMOIGNAGES

RECUEILLIS PAR A.L.H. ET T.T.



### Driss, lycée la Cabucelle à Marseille

« Avec les stages obligatoires, j'ai dû essayer des refus à cause de mon nom de famille. On ne me l'a jamais dit clairement mais je l'ai ressenti en entretien. Quand je rencontrais les personnes elles employaient un ton assez strict avec moi. C'est grâce au bouche-à-oreille que j'ai pu m'en sortir. J'ai eu la chance de travailler pour une entreprise de la Belle de Mai qui ne prenait que des jeunes du quartier et ça c'est super pour ceux qui connaissent des difficultés. »



### Haïfa, professeure à Saint-Louis à Marseille

« La discrimination due aux origines et au lieu d'habitation existe bel et bien. Mais ce dont on parle peu et qui est un côté inexploré du problème ce sont les stratégies de contournement de la part des jeunes. Souvent ils se sous-estiment et ne se sentent pas capables d'aller dans certaines entreprises par peur de la discrimination. Ils choisissent alors des stages qui n'ont rien à voir avec leur formation, ou vont dans des boîtes où travaille la famille. »



### Abdel, lycée Victor-Hugo à Marseille

« J'ai connu la discrimination, mais comme c'est un sujet tabou, c'était caché ou dissimulé derrière de belles phrases. Au début, quand je cherchais une alternance dans le commerce, des personnes moins diplômées et qualifiées ont été choisies à ma place. Venir d'un quartier sensible et en plus être d'origine étrangère ça passe pas auprès des employeurs alors que les compétences sont souvent égales avec un jeune d'un bon lycée du 8<sup>e</sup> par exemple. »



### Maryvonne, professeure en BTS à Toulon

« Contrairement au collège, en BTS les gamins partent en stage chaque année sans problème. Mais il faut dire qu'ils sont tous à peu près au même niveau linguistique et avec sensiblement le même bagage social, c'est donc une population assez homogène, c'est-à-dire que la discrimination a déjà eu lieu en amont. C'est après, une fois diplômés, qu'ils vont être mis en concurrence avec d'autres jeunes et se retrouver exposés aux discriminations. »

## ÉDITORIAL

Léo Purguette

## Maintenant des actes !

Comment ne pas partager la révolte des jeunes en quête de stages en entreprises et de leurs enseignants ? Ce sont ceux à qui l'institution a le plus dit qu'ils devaient se tourner vers des filières professionnalisantes qui ont les pires difficultés à être accueillis en entreprise.

Quel genre de société peut installer la jeunesse populaire dans l'idée que son destin est tracé dès le début de sa vie, selon son origine, son lieu d'habitation ou l'épaisseur du carnet d'adresses de ses parents ?

## L'économie elle-même aurait à y gagner

L'enquête Harris Interactive que *La Marseillaise* publie en avant-première, démontre le rejet de cette situation par une large majorité de Français. Mieux, il en ressort que toutes les mesures envisageables pour limiter la discrimination des stagiaires à l'image du CV anonyme ou de l'obligation pour les établissements scolaires d'assurer le placement de leurs élèves, progressent dans l'opinion depuis la dernière enquête du même type, réalisée il y a 9 ans. Pourquoi, dès lors qu'un arsenal anti-discrimination est approuvé par plus de 80 % des Français, le gouvernement n'agirait-il pas vite ?

Les dispositifs de mise en relations entre entreprises volontaires et demandeurs de stages ne suffisent pas, tant s'en faut. L'intervention des pouvoirs publics est nécessaire. L'économie elle-même aurait à y gagner en mettant le pied à l'étrier à tous ces jeunes dont l'intelligence et les capacités sont injustement laissées de côté.

Les Français le veulent, il faut maintenant des actes.